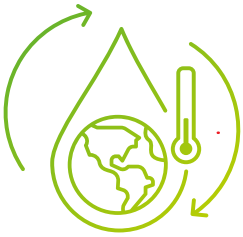
french water partnership

fwp pfe

partenariat français pour l'eau

COP31 TÜRKİYE ANTALYA



L'eau, premier marqueur du changement climatique et levier central de la résilience

Le climat n'est plus une menace future : il bouleverse déjà les sociétés, les économies et les territoires. Le PNUE avertit que le réchauffement mondial dépassera 1,5 °C. En parallèle, les tensions géopolitiques et la flambée des prix du pétrole révèlent la vulnérabilité de nos économies face à leur dépendance aux énergies fossiles. **Plus que jamais, l'action climatique est une nécessité.**

Dans ce contexte, l'eau constitue le premier marqueur du changement climatique. Les événements extrêmes liés à l'eau dominent le bilan mondial des catastrophes et représentent 70 % des décès associés aux aléas naturels (Banque mondiale, 2022). La multiplication des inondations, sécheresses et vagues de chaleur illustre les effets du dérèglement du cycle de l'eau sur les territoires et les économies.

> Les événements extrêmes liés à l'eau représentent 70 % des décès associés aux aléas naturels.
>
> (Banque mondiale, 2022)

Mais l'eau est aussi une partie essentielle de la réponse : elle est un levier central d'adaptation et de résilience. Investir dans une gestion durable et intégrée des ressources en eau permet de renforcer l'adaptation au changement climatique, de réduire les risques de catastrophe et d'accroître la résilience des territoires.

L'eau est également un levier d'atténuation encore sous-exploité, notamment grâce au potentiel de stockage de carbone des écosystèmes aquatiques et humides.



À l'approche de la prochaine Conférence des Nations unies sur l'eau, la COP31 doit marquer un changement d'échelle : l'eau doit devenir un pilier structurant de l'action climatique.

Une résilience hydrique inclusive et durable



JUSTE ET INCLUSIVE — Garantir les droits humains à l'eau et à l'assainissement, en priorité pour les populations en situations de pauvreté, fragilité, conflit, et violence.



INTERGÉNÉRATIONNELLE — Préserver aujourd'hui les ressources et les capacités d'adaptation des générations futures.



PARTICIPATIVE — Associer les acteurs concernés et croiser savoirs scientifiques, locaux et autochtones dans une gouvernance multi-acteurs.



SENSIBLE AU GENRE — Intégrer les enjeux de genre : les femmes assurent la collecte de l'eau dans 7 ménages sur 10 ne disposant pas d'un point d'eau à domicile, avec des impacts sur leur éducation, leur travail et leur sécurité (OMS/UNICEF).

1er VOLET

Agenda de l'action : l'eau au cœur des transformations systémiques

318 millions de personnes sont confrontées à une insécurité alimentaire aiguë sous l'effet des chocs climatiques.

(Programme alimentaire mondial, 2026)

Ancrer la gestion durable de l'eau au cœur de systèmes alimentaires sobres et résilients : élargir le nexus eau-alimentation-climat aux sols et à l'agroécologie

La disponibilité, la gestion durable et la sobriété des usages de l'eau sont des conditions essentielles de la sécurité alimentaire. **La COP31 doit élargir le nexus eau-alimentation-climat aux sols et aux approches agroécologiques en promouvant une agriculture capable de protéger et restaurer le cycle de l'eau.** Les SfN, les pratiques agroécologiques et l'évolution des modes de production et de consommation constituent des leviers pour concilier résilience climatique, sécurité hydrique et sécurité alimentaire.

Intégrer systématiquement la sécurité hydrique dans les stratégies d'électrification et de transition énergétique

La transition énergétique ne pourra être durable sans intégrer la sécurité hydrique. L'accélération de l'électrification mondiale, au cœur des ambitions portées par la COP31, doit s'accompagner d'une prise en compte systématique des dépendances à l'eau des solutions déployées. **La COP31 doit faire du nexus eau-énergie un pilier des stratégies de décarbonation, pour aligner objectifs climatiques et résilience hydrique.**

Faire de l'eau un vecteur opérationnel des synergies entre les Conventions de Rio

Les crises du climat, de la biodiversité et de la désertification sont profondément interconnectées et exigent des réponses intégrées. Parce qu'elle relie ces trois enjeux, l'eau constitue un levier transversal pour renforcer les synergies entre les Conventions de Rio et décloisonner les politiques environnementales. **La COP31 doit faire de l'eau un vecteur de coopération entre ces agendas.**

Inscrire pleinement la résilience hydrique urbaine à l'Agenda « villes résilientes » de la COP31

Une ville ne peut être résiliente aux changements climatiques sans être résiliente face aux risques liés à l'eau. **L'Agenda « Villes résilientes » de la COP31 doit intégrer la sécurité hydrique, la résilience des services d'eau et d'assainissement, la gestion des sécheresses et des inondations ainsi que l'adaptation du cycle urbain de l'eau.**

Prévenir la maladaptation pour garantir une résilience hydrique durable

L'adaptation au changement climatique ne doit pas aggraver les vulnérabilités qu'elle cherche à réduire. Le PFE alerte sur les risques de maladaptation dans le domaine de l'eau, lorsque des réponses à court terme, des solutions centrées sur l'augmentation de l'offre ou des interventions insuffisamment évaluées déplacent les risques, renforcent les inégalités ou compromettent les capacités d'adaptation futures. **La COP31 doit promouvoir des stratégies d'adaptation sobres, durables et fondées sur une évaluation systémique de leurs effets.**

2e VOLET

L'eau dans les négociations officielles à la COP31

Opérationnaliser au plus vite les indicateurs de l'Objectif mondial d'adaptation en conciliant ambition scientifique et pragmatisme

Mesurer l'adaptation est une condition essentielle pour accélérer l'action climatique. **La COP31 doit faire de l'opérationnalisation du GGA une priorité en dotant ses indicateurs d'un cadre pragmatique et actionnable**. Le PFE appelle à disposer d'indicateurs sur l'eau scientifiquement robustes et opérationnels, permettant aux États de mesurer les progrès réalisés et d'orienter concrètement leurs politiques d'adaptation.

Nous appelons à :

- **ÉTABLIR** dès la COP31 une task force à dominante technique chargée d'élaborer les méthodologies et modalités d'opérationnalisation des indicateurs du GGA ;
- **CONCILIER** rigueur scientifique et pragmatisme, en développant un cadre de suivi adapté aux capacités différenciées des États et accompagné de moyens de mise en œuvre renforcés.

Orienter les financements de l'adaptation en faveur de la sécurité hydrique

En 2026, le secteur humanitaire WASH n'a reçu que 38 % des financements nécessaires.
(Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA))

La sécurité hydrique doit devenir une priorité du financement de l'adaptation. Face à l'intensification des sécheresses, des inondations et des tensions sur les ressources, l'augmentation attendue des financements de l'adaptation doit se traduire par une mobilisation accrue de ressources en faveur de projets assurant la disponibilité et la qualité de l'eau, la résilience des services d'eau et d'assainissement, la protection des écosystèmes aquatiques et la réduction des risques liés à l'eau.

Nous appelons à :

- **PRIORISER,** dans l'augmentation des financements internationaux de l'adaptation, les investissements contribuant directement à la sécurité hydrique ;
- **FACILITER** l'accès aux financements des pays et territoires les plus vulnérables, notamment par le financement de la préparation des projets, l'accès direct aux fonds climatiques et la mobilisation accrue de dons et de financements concessionnels.

Pérenniser le Dialogue de Bakou sur l'eau pour l'action climatique et consolider un acquis politique majeur

Le Dialogue de Bakou sur l'eau pour l'action climatique constitue une avancée politique majeure : premier dialogue de COP à COP consacré à l'intégration de l'eau dans le processus climatique, il offre une opportunité historique de faire de l'eau un pilier de l'action climatique internationale. **La COP31 doit transformer cette dynamique en un cadre institutionnel pérenne, capable d'ancrer durablement l'eau dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris.**

Nous appelons à :

- **INSTITUTIONNALISER** rapidement le Dialogue de Bakou sur l'eau pour l'action climatique, en établissant un mandat et une gouvernance clairs, stables et opérationnels ;
- **ANCRER** politiquement le dialogue, en assurant sa contribution directe à l'intégration de l'eau dans les CDN, les PNA et les stratégies nationales d'adaptation.

Préserver la coopération transfrontalière comme pilier de l'adaptation climatique et de la gestion intégrée des ressources en eau

L'eau ne connaît pas de frontières : face aux impacts croissants du changement climatique, la coopération transfrontalière est une condition essentielle de la sécurité hydrique et de l'adaptation. **La COP31 doit préserver la place des enjeux liés aux bassins partagés dans les discussions internationales.**

Nous appelons à :

- **RÉAFFIRMER** la coopération transfrontalière comme un pilier indispensable de l'adaptation au changement climatique ;
- **PRÉSERVER** la pleine prise en compte des enjeux liés aux eaux transfrontalières dans les discussions de la CCNUCC afin de garantir une adaptation cohérente à l'échelle des bassins et conforme aux principes de la GIRE.

Institutionnaliser le Dialogue sur les montagnes et les changements climatiques et renforcer la prise en compte de la sécurité hydrique dans les politiques climatiques

La reconnaissance des montagnes dans le cadre de la CCNUCC ouvre une opportunité majeure pour mieux intégrer les enjeux liés à l'eau dans l'action climatique. Qualifiés de véritables « châteaux d'eau » de la planète par l'UNESCO, les territoires de montagne sont essentiels à la sécurité hydrique et à la résilience des territoires. **La COP31 doit reconnaître leur vulnérabilité, mais aussi leur rôle de territoires de solutions.**

Nous appelons à :

- **INTÉGRER** les enjeux, vulnérabilités et solutions des régions montagneuses dans les CDN, les PNA, les BTR, les travaux sur le GGA et la finance climatique ;
- **AMÉLIORER** les connaissances scientifiques, les financements et la participation des communautés locales, des peuples autochtones et des jeunes pour soutenir l'adaptation et la gestion durable des ressources en eau en montagne.

Lire l'intégralité de nos messages de plaidoyer

Le Partenariat français pour l'eau

Le PFE est la plateforme de référence des acteurs français publics, privés ou associatifs qui souhaitent faire partie de la mobilisation française pour l'eau à l'international.

Depuis bientôt 20 ans, le PFE porte un plaidoyer collectif afin de faire de l'eau une priorité dans les politiques et actions internationales. Sa force repose sur une conviction simple : une voix collective, structurée et représentative a plus d'impact dans les négociations internationales qu'une somme d'initiatives isolées.

CONTACT :
Inès Tixier
Chargée de mission Eau & Climat
ines.tixier@partenariat-francais-eau.fr

Les actions du Partenariat français pour l'eau sont possibles grâce au soutien de ses bailleurs

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE, DE LA BIODIVERSITÉ ET DES NÉGOCIATIONS INTERNATIONALES SUR LE CLIMAT ET LA NATURE
Liberté Égalité Fraternité

MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
Liberté Égalité Fraternité

OFB OFFICE FRANÇAIS DE LA BIODIVERSITÉ

AFD AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

suez

DANONE ONE PLANET. ONE HEALTH

Fondation VEOLIA

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

LES AGENCES DE L'EAU

EDF

VEOLIA

BANQUE POPULAIRE RIVES DE PARIS
proche et engagée

VILLE DE PARIS